

**Cahier des clauses
administratives
particulières**

**Accord-cadre à bon de
commande pour le
gardiennage du
patrimoine.**

GROUPEMENT DE COMMANDES

**Grand Paris Aménagement /
SPLA-IN PORTE SUD GRAND PARIS /
EPA ORSA**

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre à bons de commande, dispositions générales	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Décomposition de l'accord-cadre à bons de commande	4
1.3. Représentation des parties	4
1.4. Durée de l'accord-cadre à bons de commande	5
1.5. Reconduction	5
1.6. Sous-traitance	5
2. Pièces constitutives.....	6
3. Forme des notifications et informations au titulaire.....	6
4. Prix, variation du prix	6
4.1. Mode d'établissement du prix	6
4.2. Nature du prix	6
4.3. Contenu des prix	7
4.4. Forme et variation du prix	7
5. Avance.....	8
6. Règlement des comptes.....	8
6.1. Transmission des demandes de paiement	8
6.2. Demandes de paiement.....	8
6.3. Délai global de paiement	8
6.4. Règlement en cas de cotraitants	9
7. Délais - Pénalités et primes.....	9
7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	9
7.2. Autres pénalités	9
8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.....	9
8.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	9
8.2. Conditions d'exécution des prestations	9

8.3. Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande	10
9. Assurances	10
10. Clause de réexamen.....	10
11. Différends et litiges	11
12. Résiliation.....	11
13. Dérogations au CCAG applicable	12

1. Objet de l'accord-cadre à bons de commande, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent accord-cadre à bons de commande, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), a pour objet :

L'accord-cadre porte sur les prestations suivantes : le gardiennage, la surveillance, la sûreté des locaux, des chantiers, la gestion des clefs, interventions sur squats, négociations, intervention de mise en sécurité urgentes (fuites, incendie,...), levées de doute, rondes de sécurité, et la collaboration avec les services de sécurité des communes concernées, l'astreinte téléphonique, sur l'ensemble des immeubles, logements, terrains, parcs d'activité constituant le patrimoine de Grand Paris Aménagement, de l'EPA ORSA et des filiales.

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le marché comprend le traitement de données à caractère personnel. Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

1.2. Décomposition de l'accord-cadre à bons de commande

Le présent accord-cadre à bons de commande est non alloti.

Chaque bon de commande précisera :

- les quantités des prestations à réaliser
- le contenu détaillé des prestations à réaliser
- le montant du bon de commande

et s'il y a lieu :

- les conditions particulières d'exécution
- les délais d'exécution
- le lieu d'exécution

L'attribution des bons de commandes ne fait l'objet d'aucune remise en concurrence entre les 2 titulaires.

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies dans le présent CCAP.

1.3. Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire et le donneur d'ordre désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande et notifient cette désignation au donneur d'ordre ou

au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

1.4. Durée de l'accord-cadre à bons de commande

La durée est définie dans l'acte de d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice pourra émettre des bons de commande pendant la durée de l'accord-cadre à bons de commande fixée à l'acte d'engagement.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

1.5. Reconduction

Le présent accord-cadre à bons de commande est reconductible, les conditions sont définies dans l'acte d'engagement.

En cas de non reconduction, le titulaire est informé au moins deux mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre par courrier recommandé avec accusé réception.

1.6. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du donneur d'ordre un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours à compter de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS. Notamment, le donneur d'ordre notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

2. Pièces constitutives

Le présent accord-cadre à bons de commande est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- - l'acte d'engagement ;
- - le Bordereau des prix unitaires ;
- - les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre. ;
- - le présent document et ses annexes ;
- - le CCTP ou les stipulations techniques du contrat;
- - le CCAG Prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation et ses annexes ;
- - l'offre technique du titulaire ;
- - les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.
- - le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Echanges dématérialisés ou supports électroniques.

4. Prix, variation du prix

4.1. Mode d'établissement du prix

Le prix du présent accord-cadre à bons de commande est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

4.2. Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre à bons de commande seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement, par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires.

4.3. Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande conclus en groupement :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prestations seront réglées en application du bordereau de prix unitaire sur la base des quantités réalisées.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

4.4. Forme et variation du prix

Le présent accord-cadre à bons de commande est passé à prix révisables

Les prix sont fermes pendant un an à compter de la notification de l'accord-cadre. Ils sont ensuite révisés annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre par l'application aux prix de l'accord-cadre (P) de la formule décrite ci-dessous, à la hausse comme à la baisse.

L'index utilisé est :

CPF 80.10

Code index Libellé de l'index

ING Ingénierie paru au Moniteur

La formule de variation utilisée est :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (ING M_n / ING M_0)].$$

Dans laquelle :

- ING M0 : Indice à la date d'établissement des prix, fixée au Mois de remise des offres

- ING Mn : Indice à la date anniversaire de notification du contrat
- P : Prix révisés au mois M correspondant à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre,

Po : Prix indiqués au bordereau de prix au mois de référence M0

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Les prix sont fermes entre chaque période de révision.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié. Le pouvoir adjudicateur procède à la revalorisation définitive dès que les index correspondants sont publiés. Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

5. Avance

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une avance.

6. Règlement des comptes

6.1. Transmission des demandes de paiement

Les factures devront être adressées sous forme électronique via la plate forme Chorus portail Pro. Attention le numéro du bon de commande devra être indiqué.

Grand Paris Aménagement – RCS Paris - SIRET 64203694100036

EPA Orly Rungis Seine Amont – RCS Créteil - SIRET 49908428300021

SPLA-IN Porte Sud du Grand Paris – RCS Evry - SIRET 83380444600015

6.2. Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.8 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après exécution et décision d'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur.

6.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter du dépôt de la facture sur CHORUS.

En cas de retard de paiement (avances, règlements partiels définitifs ou solde), le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel

les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.4. Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

7. Délais - Pénalités et primes

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les stipulations de l'article 14 du CCAG FCS sont seules applicables.

7.2. Autres pénalités

En complément des stipulations ci-dessus, les pénalités suivantes sont applicables :

Lorsque le délai contractuel d'intervention pour levée de doute est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par heure de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 500,00 Euros pendant les 24 premières heures, puis 1 000,00 Euros par heure au-delà par 24 heures.

En cas de retard pour la remise des clefs, une pénalité de 500 € forfaitaire sera encourue.

En cas de squats de locaux pour défaut de prestations ou défaillance du titulaire, le titulaire sera passible d'une pénalité égale à 10 000 € HT. .

En cas de non-réponse en astreinte : 100€ HT

En cas de non remise des documents (compte rendu hebdomadaire ou rapport de ronde accompagné de la main courante, registre de présence, planning mensuel, mise à jour de la liste du personnel, document chien) une pénalité de : 500€ HT

8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande

8.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

8.2. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être exécutées dans les délais prévus à l'acte d'engagement. Les prestations seront réalisées dans les conditions du CCTP.

Les prestations seront réalisées à toutes adresses en Ile de France appartenant ou gérées par Grand Paris Aménagement, EPA ORSA, ou ses filiales. L'adresse d'exécution (numéro de

parcelle compris) sera mentionnée dans le bon de commande et sur les factures.

8.3. Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

9. Assurances

Le titulaire désigné dans le présent accord-cadre à bons de commande devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison ou l'exécution des prestations.

10. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre à bons de commande qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre à bons de commande, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du

groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande pour faute
- dans le cas du groupement conjoint, l'acheteur se réserve la possibilité :
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

11. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre à bons de commande.

En cas de litige, le tribunal compétent est : Tribunal administratif de Paris - 7 rue de Jouy 75181 PARIS Cedex 4

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent accord-cadre à bons de commande doivent être rédigés en langue française.

12. Résiliation

Les dispositions des articles 29 à 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services (FCS) sont applicables au présent accord-cadre à bons de commande auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG FCS avec

les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre à bons de commande aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 34.5 du CCAG FCS, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du CCAG FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 20 %.
- En complément à l'article 32 du CCAG FCS, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, l'accord-cadre à bons de commande sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

13. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Fournitures Courantes et Services auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
5.2.3	Objet, dispositions générales
4.1	Pièces particulières
11.8	Solde de l'accord-cadre à bons de commande
14.1.3	Délais- pénalités et primes
32	Résiliation pour faute du titulaire
34.3	Résiliation pour faute du titulaire

34.5	Résiliation pour faute du titulaire
------	-------------------------------------